

**No. 33533**

---

**FRANCE  
and  
MAURITANIA**

**Convention on the movement and stay of persons (with  
exchange of notes). Signed at Nouakchott on 1 October  
1992**

*Authentic text: French.*

*Registered by France on 23 January 1997.*

---

**FRANCE  
et  
MAURITANIE**

**Convention relative à la circulation et au séjour des personnes  
(avec échange de notes). Signée à Nouakchott le 1<sup>er</sup> octo-  
bre 1992**

*Texte authentique : français.*

*Enregistrée par la France le 23 janvier 1997.*

CONVENTION<sup>1</sup> RELATIVE À LA CIRCULATION ET AU SÉJOUR  
DES PERSONNES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPU-  
BLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPU-  
BLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Le Gouvernement de la République française  
et

Le Gouvernement de la République islamique de  
Mauritanie,

désireux de fixer, dans l'intérêt commun, les  
règles de circulation des personnes entre les deux Etats sur  
le fondement de la réciprocité, de l'égalité et du respect  
mutuel,

désireux de prendre en compte l'évolution interve-  
nue dans la situation des deux Etats,

désireux de permettre aux ressortissants  
mauritaniens de bénéficier dans l'ensemble du territoire des  
Etats parties à l'accord de Schengen du régime commun de  
circulation résultant de la mise en oeuvre de cet accord  
multilatéral,

sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les ressortissants français désireux de se rendre  
sur le territoire mauritanien, et les ressortissants  
mauritaniens désireux de se rendre sur le territoire fran-

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1995 par notification, conformément à l'article 15.

çais doivent être en possession d'un passeport en cours de validité revêtu du visa requis par la législation de l'Etat d'accueil ainsi que des certificats internationaux de vaccination exigés par cet Etat.

#### Article 2.

Pour un séjour n'excédant pas trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire mauritanien, et les ressortissants mauritaniens à l'entrée sur le territoire français doivent présenter les documents mentionnés à l'article 1.

Ils doivent en outre présenter les pièces justificatives fournies lors de la délivrance du visa et disposer de moyens suffisants, tant pour leur subsistance pendant la durée du séjour envisagé que pour garantir leur retour dans l'Etat de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel leur admission est garantie.

#### Article 3.

Sont dispensés des conditions prévues à l'alinéa 2 de l'article 2 pour leur séjour et leur transit :

- Les membres des missions diplomatiques et consulaires ainsi que les membres de leur famille à charge venant pour prendre leurs fonctions dans l'autre Etat ainsi que ceux qui sont en transit à destination ou en provenance d'un Etat tiers ;

- Les membres des assemblées parlementaires des Etats contractants ;

- Les fonctionnaires, officiers et agents des services publics de l'autre Etat lorsqu'ils sont porteurs d'un ordre de mission de leur Gouvernement ou les fonctionnaires d'une organisation intergouvernementale munis d'un ordre de mission délivré par cette organisation ;

- Les membres des équipages des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de service sous le couvert des documents prévus par les conventions internationales pertinentes.

#### Article 4.

Pour un séjour de plus de trois mois :

-les ressortissants français à l'entrée sur le territoire mauritanien doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation ;

-les ressortissants mauritaniens à l'entrée sur le territoire français doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation.

#### Article 5.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle salariée doivent, en outre, pour être admis sur le territoire de cet Etat, justifier de la possession :

1°) d'un certificat de contrôle médical établi dans les deux mois précédant le départ et délivré :

- en ce qui concerne l'entrée en France, par le consulat de France compétent, après un examen subi sur le territoire mauritanien devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités mauritanienne ;

- en ce qui concerne l'entrée sur le territoire mauritanien, par le consulat de Mauritanie compétent, après un examen subi sur le territoire français devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités françaises ;

2°) d'un contrat de travail visé par le ministère du travail dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

#### Article 6.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle industrielle, commerciale ou artisanale, doivent être munis du visa de long séjour prévu à l'article 4 après avoir été autorisés à exercer cette activité par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

#### Article 7.

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de s'établir sur le territoire de l'autre Etat sans y exercer une activité lucrative doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier de la possession des moyens d'existence requis.

#### Article 8.

Les membres de famille d'un ressortissant de l'un des Etats contractants peuvent être autorisés à rejoindre le conjoint régulièrement établi sur le territoire de l'autre Etat dans le cadre de la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil en matière de regroupement familial.

Un titre de séjour de même nature que celui de la personne qu'ils rejoignent et emportant, le cas échéant, autorisation de travail est délivré à leur arrivée dans l'Etat d'accueil.

#### Article 9

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de poursuivre des études supérieures ou d'effectuer un stage de formation de niveau supérieur sur le territoire de l'autre Etat doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier d'une attestation d'inscription ou de préinscription dans l'établissement d'enseignement choisi, ou d'une attestation d'accueil de l'établissement où s'effectue le stage, ainsi que, dans tous les cas, de moyens d'existence suffisants.

Les intéressés reçoivent un titre de séjour temporaire portant la mention "étudiant". Ce titre de séjour est renouvelé annuellement sur justification de la poursuite effective des études ou du stage et de la possession de moyens d'existence suffisants.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la possibilité d'effectuer dans l'autre Etat d'autres types d'études ou de stages de formation dans les conditions prévues par la législation applicable.

#### Article 10

Pour tout séjour sur le territoire français devant excéder trois mois, les ressortissants mauritaniens doivent posséder un titre de séjour.

Pour tout séjour sur le territoire mauritanien devant excéder trois mois, les ressortissants français doivent posséder un titre de séjour.

Ces titres de séjour sont délivrés conformément à la législation de l'Etat d'accueil.

#### Article 11

Après trois années de résidence régulière et non interrompue, les ressortissants de chacun des Etats contractants établis sur le territoire de l'autre Etat, peuvent obtenir un titre de séjour de 10 ans dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

Ce titre de séjour est renouvelable de plein droit, les droits et taxes exigibles lors de sa délivrance ou de son renouvellement devant être fixés selon un taux raisonnable.

#### Article 12

Les stipulations du présent accord ne portent pas atteinte au droit des Etats contractants de prendre les

mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

### Article 13

Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application de la législation respective des deux Etats sur l'entrée et le séjour des étrangers sur tous les points non traités par l'accord.

### Article 14

En cas de difficulté, les deux Gouvernements chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une commission ad hoc, à la demande de l'une ou l'autre partie.

### Article 15

La présente convention abroge et remplace la convention franco-mauritanienne du 15 juillet 1963 sur la circulation des personnes<sup>1</sup>.

Elle est conclue pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1505, p. 235.

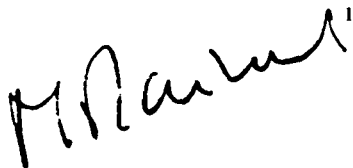
Vol. 1963, I-33533



Chacune des deux Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour la mise en vigueur de la présente convention, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait en double exemplaire à *Nouakchott*,  
le *1er octobre 1992*

Pour le Gouvernement  
de la République française :



Pour le Gouvernement  
de la République islamique  
de Mauritanie :



<sup>1</sup> Michel Raimbaud.

<sup>2</sup> Amadou Racine Ba.

## ÉCHANGE DE NOTES

## I

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
AMBASSADE DE FRANCE EN MAURITANIE  
L'AMBASSADEUR

Nouakchott, le 1<sup>er</sup> octobre 1992

Monsieur l'Ambassadeur-Directeur,

*Au cours des négociations qui ont abouti ce jour à la signature de la convention franco-mauritanienne relative à la circulation et au séjour des personnes, il a paru utile de préciser, le sens de l'expression "moyens suffisants" selon les cas, de subsistance pendant le séjour (art. 2 concernant le court séjour) ou d'existence (art. 7 visant l'établissement des inactifs et art. 9 visant les étudiants).*

*J'ai l'honneur de vous indiquer que l'élément de référence utilisé par la partie française pour apprécier le niveau de ressources suffisantes du demandeur de visa pour assurer sa subsistance pendant un séjour inférieur à trois mois est l'équivalent du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) pour la période de séjour de l'intéressé. Il est tenu compte cependant, dans le cas des visites familiales ou privées, des avantages matériels dont peut bénéficier l'intéressé dans le cadre de la procédure du certificat d'hébergement.*

*S'agissant des hommes d'affaires connus du Consulat de France et appelés à faire de fréquents voyages en France, ceux-ci pourront obtenir une attestation de dispense de*

*justificatifs d'hébergement ou un visa de circulation à entrées et sorties multiples.*

*Les malades évacués sanitaires seront dispensés, dans les cas d'urgence, de la justification de ressources suffisantes s'ils disposent d'une attestation de prise en charge des frais d'hospitalisation délivrée par un organisme public ou parapublic du pays d'origine.*

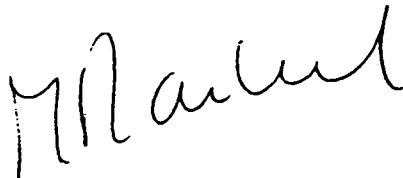
*En matière de long séjour, c'est sur la base du SMIC que s'apprécient les moyens d'existence suffisants dont doivent disposer les personnes désireuses de s'établir en France sans y exercer d'activité lucrative.*

*En revanche, pour les étudiants, est pris en compte le montant de l'allocation d'entretien mensuelle versée aux étudiants boursiers.*

*Par ailleurs, la partie française a pris bonne note des observations formulées par la partie mauritanienne au sujet des difficultés rencontrées par certaines personnes désireuses d'effectuer un séjour touristique en France et qui se trouvent dans l'impossibilité d'apporter la preuve d'une réservation hôtelière. Dans ce cas, il pourra être tenu compte de tout autre document de nature à confirmer l'objet et les conditions de ce séjour.*

*La présente note et votre réponse constituent sur ces points l'accord de nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur à la même date que la convention.*

Pour le Gouvernement  
de la République française :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M Raimbaud', written in a cursive style.

MICHEL RAIMBAUD  
Ambassadeur de France

## II

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ  
 الجمهورية الإسلامية الموريتانية

RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
 ET DE LA COOPÉRATION

وزارة الشؤون الخارجية  
 والتعاون

N. M.A.E.C.

نور - اخاء - عدل

HONNEUR  
 FRATERNITÉ — JUSTICE

Nouakchott, le

Monsieur l'Ambassadeur de France à Nouakchott,

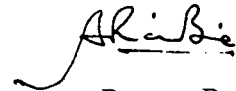
Me référant aux négociations qui ont eu lieu au mois de juin 1992 à Paris entre les délégations mauritanienne et française sur la Circulation et le Séjour des personnes, j'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 1er Octobre 1992 dont la teneur suit :

[See note I]

J'ai l'honneur de vous faire part de l'accord de mon Gouvernement sur les dispositions qui précèdent.

Cette lettre et la vôtre constitueront un accord entre nos deux Gouvernements et entreront en vigueur en même temps que la Convention sur la Circulation et le Séjour des Personnes.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma haute considération.



AMADOU RACINE BA  
 Ambassadeur-Directeur des Affaires  
 Juridiques et Consulaires

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE ISLAMIC RE-  
PUBLIC OF MAURITANIA ON THE MOVEMENT AND STAY OF  
PERSONS

The Government of the French Republic and

The Government of the Islamic Republic of Mauritania,

Desiring to determine, in the common interest, rules on the movement of persons between the two States on the basis of reciprocity, equality and mutual respect,

Desiring to take account of the developments which have occurred in the situation of the two States,

Desiring to enable Mauritanian nationals to benefit, throughout the territory of the States parties to the Schengen Agreement, from the common regulations on movement resulting from the implementation of that multilateral agreement,

Have agreed as follows:

*Article 1*

French nationals wishing to enter Mauritanian territory and Mauritanian nationals wishing to enter French territory must be in possession of a valid passport bearing the visa stipulated in the laws of the receiving State, and the international vaccination certificate required by that State.

*Article 2*

For a stay of less than three months, French nationals, upon entering Mauritanian territory, and Mauritanian nationals, upon entering French territory, must present the documents referred to in article 1.

They must also present the supporting documents furnished for the issuance of the visa and have sufficient means both for their subsistence during the proposed stay and to guarantee their return to the State of origin or transit to a third State to which their admission is guaranteed.

*Article 3*

The following persons shall not be required to fulfil the conditions referred to in article 2, paragraph 2, for their stay and transit:

Members of diplomatic missions and consulates, and their dependent family members, arriving to take up their posts in the other State, and those in transit to or from a third State;

Members of the parliamentary assemblies of the Contracting States;

<sup>1</sup> Came into force on 1 September 1995 by notification, in accordance with article 15.

Officials, officers and employees of the public services of the other State when they have a mission order from their Government, and officials of an intergovernmental organization who have a mission order issued by that organization;

Members of the crews of ships and aircraft on official travel under cover of the documents stipulated in the relevant international conventions.

#### *Article 4*

For a stay of more than three months:

French nationals, upon entering Mauritanian territory, must be in possession of a long-stay visa and of the supporting documents referred to in articles 5 to 9 below, depending on the nature of their stay;

Mauritanian nationals, upon entering French territory, must be in possession of a long-stay visa and of the supporting documents referred to in articles 5 to 9 below, depending on the nature of their stay.

#### *Article 5*

Nationals of either Contracting State wishing to take up paid employment in the territory of the other State must also, in order to be admitted to the territory of that State, prove that they are in possession of:

(1) A medical certificate drawn up during the two months prior to departure and issued:

- With respect to entry into France, by the competent French consulate, after an examination performed in Mauritanian territory by a physician approved by the consulate in agreement with the Mauritanian authorities;
- With respect to entry into Mauritanian territory, by the competent Mauritanian consulate, after an examination performed in French territory by a physician approved by the consulate in agreement with the French authorities;

(2) A contract of employment stamped by the Ministry of Labour under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

#### *Article 6*

Nationals of either Contracting State wishing to engage in manufacturing, commerce or the crafts industry in the territory of the other State must be in possession of the long-stay visa referred to in article 4 and have been authorized to engage in such activity by the competent authorities of the receiving State.

#### *Article 7*

Nationals of either Contracting State wishing to establish themselves in the territory of the other State without engaging in gainful employment must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they have the required means of support.

#### *Article 8*

Members of the family of a national of one of the Contracting States may be authorized to join the person concerned, who is legally established in the territory of the other State, under the laws in force in the receiving State regarding family reunion.

A residence permit of the same type as that of the person they are joining, if need be bearing an authorization to work, shall be issued to them upon arrival in the receiving State.

#### *Article 9*

Nationals of either Contracting State wishing to pursue higher studies or take a high-level training course in the territory of the other State must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they are in possession of a certificate of registration or preregistration from the chosen educational establishment or a certificate of acceptance from the establishment where the training is to take place, as well as, in all cases, sufficient means of support.

Those concerned shall receive a temporary residence permit bearing the reference "student". This residence permit shall be renewed annually upon proof of the effective pursuit of the studies or course and of possession of sufficient means of support.

These provisions shall not affect the possibility of undertaking other types of study or training courses in the other State in conditions stipulated in the legislation in force.

#### *Article 10*

For any stay in French territory to exceed three months, Mauritanian nationals must be in possession of a residence permit.

For any stay in Mauritanian territory to exceed three months, French nationals must be in possession of a residence permit.

Such residence permits shall be issued in accordance with the laws of the receiving State.

#### *Article 11*

After three years of uninterrupted legal residence, nationals of either Contracting State established in the territory of the other State may obtain a 10-year residence permit, under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

Such residence permit shall be automatically renewable, and the fees and charges payable upon its issuance or renewal shall be set at a reasonable rate.

#### *Article 12*

The provisions of this Convention shall not affect the right of the Contracting States to take any measures necessary for the maintenance of public order and for the protection of public health and security.

#### *Article 13*

The provisions of this Convention shall not affect the application of the respective laws of the two States on the entry and stay of foreigners with respect to any point not covered by the Convention.

#### *Article 14*

In case of difficulty, the two Governments shall seek an amicable settlement through the diplomatic channel and may, if necessary, convene an *ad hoc* commission at the request of either Party.



*Article 15*

This Convention rescinds and supersedes the Convention between France and Mauritania on the movement of persons of 15 July 1963.<sup>1</sup>

It is concluded for a period of five years as from the date of its entry into force and shall be renewable annually by tacit agreement unless denounced by one of the Contracting Parties.

Notice of denunciation shall be given through the diplomatic channel six months before the expiry of each period.

Each Party shall notify the other of the completion of the domestic procedures required for the entry into force of this Convention, which shall take effect on the first day of the second month following the receipt of the last notification.

DONE in duplicate at Nouakchott on 1 October 1992.

For the Government  
of the French Republic:

MICHEL RAIMBAUD

For the Government  
of the Islamic Republic  
of Mauritania:

AMADOU RACINE BA

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1505, p. 235.

## EXCHANGE OF NOTES

## I

FRENCH REPUBLIC  
EMBASSY OF FRANCE IN MAURITANIA

Nouakchott, 1 October 1992

Sir,

During the negotiations which have led this day to the signature of the Convention between France and Mauritania on the movement and stay of persons, it seemed useful to specify the meaning of the term "sufficient means" relating, depending on the case, to subsistence during the stay (art. 2 concerning short stays) or to support (art. 7 concerning those not gainfully employed and art. 9 concerning students).

I have the honour to inform you that the reference used by the French Party for assessing the level of sufficient resources for a visa applicant to ensure his subsistence during a stay of less than three months is the equivalent of the guaranteed minimum wage (SMIC) for the period of stay of the person concerned. In the case of family or private visits, due account shall be taken of the material benefits which the person concerned may enjoy through the certificate of accommodation procedure.

Businessmen who are known to the French Consulate and called upon to make frequent visits to France may obtain a certificate waiving the proof of accommodation requirement or a multiple entry-and-exit visa.

Sick persons being evacuated on grounds of health shall be exempt, in cases of emergency, from having to prove they have sufficient means if they are in possession of a certificate stating that hospital expenses will be met issued by a public or quasi-public institution in the country of origin.

With regard to a long stay, the sufficient means of support that are required by persons wishing to establish themselves in France without engaging in gainful employment are estimated on the basis of the guaranteed minimum wage (SMIC).

In the case of students, the figure taken into account is the monthly maintenance allowance paid to students in receipt of grants.

The French Party has noted the observations made by the Mauritanian Party on the subject of the difficulties encountered by certain persons who wish to visit France as tourists and find themselves unable to provide proof of a hotel reservation. In such case, any other document which confirms the purpose and conditions of the stay may be taken into account.

This note and your reply shall constitute, on these points, the agreement of our two Governments, an agreement which shall enter into force on the same date as the Convention.

For the Government  
of the French Republic:

MICHEL RAIMBAUD  
Ambassador of France

## II

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND COOPERATION  
ISLAMIC REPUBLIC OF MAURITANIA

Nouakchott

Sir,

With reference to the negotiations which took place in June 1992 in Paris between the Mauritanian and French delegations on the movement and stay of persons, I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 1 October 1992, the text of which reads as follows:

[*See note I*]

I have the honour to inform you that my Government agrees to the foregoing provisions.

This letter and your letter shall constitute an agreement between our two Governments and shall enter into force at the same time as the Convention on the movement and stay of persons.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

AMADOU RACINE BA  
Ambassador-Director of Legal  
and Consular Affairs

---

